

## L'environnement et les consultations ponctuelles du CSE

La loi 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets, plus simplement appelée « loi Climat », reprend et adapte des propositions de la convention citoyenne pour le climat. En droit du travail, c'est principalement le comité social et économique (CSE) qui est impacté.

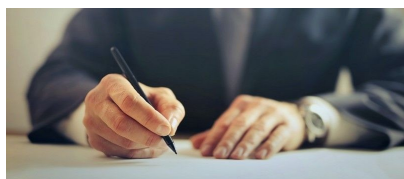
[Écouter l'extrait >>](#)



## Le refus illégal de réintégration d'un salarié protégé peut justifier l'annulation des élections professionnelles

Le refus illégal d'un employeur de réintégrer un salarié protégé et, par voie de conséquence, de lui permettre d'être électeur et éligible aux élections professionnelles, constitue une irrégularité qui influence le résultat du scrutin et justifie à elle-seule l'annulation des élections.

[Lire la suite >>](#)



## Règlement intérieur : modification suite à une injonction de l'Inspection du travail

Une fois la rédaction de votre règlement intérieur finalisée, vous devez le soumettre à l'avis du comité social et économique. Cette règle s'applique également en cas de modification, sauf si elle est effectuée suite à une injonction de l'Inspection du travail.

[Lire la suite >>](#)



14 rue Frédéric Japy - Valparc III  
25 200 **MONTBÉLIARD**  
Tél. : 03.81.32.12.33

Tél. : 03.81.32.12.33

[www.dynamique-ce.fr](http://www.dynamique-ce.fr)

[www.cabinet-rostaing.com](http://www.cabinet-rostaing.com)

Découvrez et abonnez-vous à notre  
chaîne Youtube Dynamique CE en  
[cliquant-ici!](#)



© Cabinet Rostaing